GOUVERNEMENT

Vers un remaniement après l'Aïd

Le remaniement du gouvernement Ouyahia se dessine de plus en plus. Il interviendra prochainement, apprend-on de très bonne source, «mais ne sera pas de l'ampleur que d'aucuns annoncent». La tête de l'exécutif ne sera en tout cas pas concernée.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'actuel Premier ministre vient d'ailleurs de finaliser l'examen de l'avant-projet de la loi de finances pour 2013.

Mercredi dernier, il a réuni le gouvernement pour une autre séance consacrée à la LFC 2013. Au cours de cette réunion, Ouyahia, qui avait auparavant et à l'issue d'une réunion sur cette même loi de finances demandé aux membres du gouvernement de lui faire parvenir leurs propositions par écrit, a tout tranché, mercredi.

«Le Premier ministre a procédé à l'ensemble des arbitrages nécessaires entre les différents secteurs ministériels et le projet de loi a été définitivement approuvé par le gouvernement. D'ailleurs, la réunion du gouvernement, tenue jeudi dernier dans l'après-midi a été entièrement consacrée, elle, à l'adoption de l'avant-projet de loi portant révision de la loi sur les hydrocarbure», nous révèle notre source.

Ceci étant, Ouyahia, prenant la parole à l'issue de l'adoption de la LFC 2013, lancera cette phrase qui n'a pas laissé indifférents les ministres présents. «Peut être que ce projet (de loi de finances) subira encore quelques petites modifications car, sûrement que ceux qui vont rejoindre le gouvernement prochainement feront eux aussi des propositions.»

Ahmed Ouyahia n'en dira pas plus. Mais l'homme, qui est au cœur du pouvoir depuis 1993, n'est pas du genre à parler pour ne rien dire.

De tout le personnel politique au pouvoir, c'est celui qui a toujours annoncé les décisions d'importance majeure. Davantage depuis son retour à la tête du gouvernement en 2008.

Photo : Samir Sid

La composante du futur gouvernement Ouyahia a été, probablement, arrêtée par Bouteflika.

Pour ne citer que ses sorties les plus récentes, rappelons son annonce dans le détail des «réformes politiques» de Bouteflika plus d'un mois avant que ce dernier ne les rende publiques dans son fameux discours du 15 avril 2011. Ou alors sa surprenante déclaration du 1er juin dernier affirmant que l'Algérie avait fait fausse route au plan économique depuis vingt ans. Si beaucoup avaient hâtivement vu en cette sortie le signe d'une «fin de mission», il s'avérera qu'en fait, Ouyahia annonçait plutôt ce jour-là, la nouvelle orientation de la politique économique du pays qui se concrétise par une LFC 2013 marquée par une rigoureuse austérité. Bref, lorsque Ouyahia parle, c'est toujours pour annoncer des décisions officiellement tranchées. Et en l'espèce, il est visiblement acquis que la composante du future gouvernement Ouyahia a été arrêtée par Bouteflika.

Fort probablement, ce dernier procédera à la nomination, déjà, de titulaires pour les sept ministères gérés à titre intérimaire par d'actuels membres du gouvernement depuis les dernières élections législatives.

Pour le reste, notre source ne s'attend pas à de grands chamboulements dans l'immédiat et ce, en raison de la proximité d'échéances importantes comme les élections locales du 29 novembre, la rentrée sociale et la loi des finances que le gouvernement doit présenter devant le Parlement.

K. A.

FAISANT ABSTRACTION DE LA CRISE QUI SECOUE LE FNA

Touati dit créer la «surprise» aux élections locales

Décidément, le président du Front national algérien (FNA) a le souffle long, lui qui fait superbement le dos rond à toutes les turpitudes qui agitent son parti et ignore ceux qui, depuis des mois, veulent avoir sa «tête».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et ne s'en tenant qu'à ce que lui dicte justement cette «tête», Moussa Touati s'inscrit d'ores et déjà dans la logique des élections locales fixées pour le 29 novembre prochain et ose même, comme à son habitude, un pronostic. «Nous allons, à l'occasion de ces élections locales, créer la grande surprise qui désarçonnera plus d'un parmi ceux qui rêvent de l'implosion du FNA et qui font tout pour ce faire», a-t-il déclaré, ce jeudi à l'ouverture d'une réunion ayant regroupé au siège national du parti, à Alger, les chefs des bureaux de wilaya du parti. «Cette crise ne fait que renforcer le parti comme par le passé où à chaque secousse succède une performance électorale», ajoutera-t-il.

Le conclave de ce jeudi, qui se veut comme le coup de starter officiel des prochaines élections locales, n'a pas été sans incident avec l'irruption d'une dizaine de têtes de pont de la contestation dans les locaux du parti.

Une présence synonyme de «formel démenti à ce que Touati a sciemment distillé la veille dans la presse sur notre prétendu ralliement au nouveau parti que compte lancer prochainement Amar Ghoul ou encore au MPA d'Amara Benyounès pour faire diversion et tromper la base militante du parti», lancera Mohamed Brahimi, un des adversaires acharnés de Touati. Ce que ce dernier rejettera d'un revers de la main en tenant, à son tour, à confirmer ce qu'il a avancé au sujet, affirmant que ces «radiés du parti», allusion à Khenchali et consorts, n'ont fait, ce jeudi, que «réitérer leur revendication de réclamer l'argent engagé dans la campagne électorale des dernières législatives», comme pour confiner la dissidence dans un esprit purement mercantile. Accusation que les concernés tiendront à retourner contre Touati qu'ils accusent d'avoir fait du parti «un fonds de commerce pour ses seuls et exclusifs intérêts personnels».

Et à Brahimi de renchérir en plaçant le «pronostic» de Touati quant à un score électoral de loin meilleur que celui des locales de novembre 2007 dans le sillage, «de sa diabolique stratégie de monnayer les candidatures et les places sur les listes électorales comme ce fut le cas à l'occasion des législatives du 10 mai dernier».

Le Conseil d'Etat saisi prochainement

Pour notre interlocuteur, le président du FNA ne fait qu'adopter, comme à son habitude, «la politique de la fuite en avant» en agissant dans «l'illégalité», faisant abstraction du refus, dira-t-il, du ministère de l'Intérieur de reconnaître les résultats du dernier congrès du parti tenu les 21 et 22 juin dernier». Un refus «signifié au-delà du délai d'un mois, comme le stipule la nouvelle loi portant sur les partis politiques», selon Touati qui dira solliciter tout prochainement le Conseil de l'Etat à l'effet, soutiendra-t-il, de «mettre en échec les pseudo-arguments derrière lesquels le ministère de l'Intérieur s'est caché pour justifier son refus à valeur de parti pris flagrant». Et à Touati de mettre ce qu'il appelle «cabale» contre son parti sur le compte d'une vaste opération visant à domestiquer la classe politique «rebelle» qui ne veut pas «rentrer dans les rangs». «Que vise-t-on à travers ces dissidences orchestrées au sein de partis bien déterminés si ce n'est à reproduire le scénario post-ouverture démocratique de février 1989 avec la ribambelle d'une soixantaine de partis politiques à l'effet de désintéresser le peuple de la chose politique et permettre ainsi la pérennité du système», affirmera le président du FNA. Pour ce dernier, et à supposer que le dernier congrès du parti n'est pas validé, il n'influe nullement sur le parti de par son caractère extraordinaire.

Autrement dit, soutiendra-t-il, «et vu que les actuels statuts du parti ne prévoient le prochain congrès ordinaire qu'en décembre prochain, le problème de légalité ne se pose aucunement». Version que réfutent les contestataires pour qui le dernier congrès du parti, tenu en juin, était ordinaire comme l'autorisation de sa tenue délivrée par les services de la wilaya d'Alger l'atteste amplement.

Conférence des cadres du parti en septembre

Cela dit, les deux «camps» ne comptent pas abandonner la partie, chacun s'appuyant sur ses propres logiques et arguments. Ainsi, Touati dira tenir à la mi-septembre prochaine la conférence nationale des cadres du parti qui aura à finaliser les travaux du dernier congrès en adoptant les statuts et le règlement intérieur.

Pour les contestataires, il sera question de pousser Touati dans «ses derniers retranchements», comme le dira Brahimi qui dira avoir été reçu en compagnie de trois autres de ses collègues dissidents, mercredi dernier, au ministère de l'Intérieur.

Une réunion à l'issue de laquelle, dira notre interlocuteur, «promesse nous a été donnée de s'attendre à de bien heureuses nouvelles juste après l'Aïd».

M. K.

KHENCHELA

20 quintaux de viande congelée saisis

Suite à des opérations quotidiennes déclenchées par la brigade de contrôle et de lutte contre le commerce illicite et contrôle de qualité, plus de 20 quintaux de viande congelée et 45 kilos de viande hachée, impropres à la consommation, ont été saisis dans une boucherie située sur la route de Babar. Les agents de cette brigade ont pu arriver à mettre la main sur ces produits inconsommables suite à une mauvaise odeur provenant du congélateur de cette boucherie. Un P-V de constat a été rédigé et sera envoyé aux instances compétentes pour une fermeture du magasin et une poursuite judiciaire.

Notons que la vente illicite de la viande pendant ce mois de Ramadhan s'est propagée d'une façon effrayante, ce qui a mis la vie du citoyen en danger.

Benzaïm Abdelouahab

GUELMA

Des habitants du centre-ville ferment la route pour protester contre les coupures d'eau

Un mouvement de colère a été enregistré ce jeudi à Guelma, pour protester contre la pénurie d'eau potable.

Plusieurs citoyens habitant le centre-ville, ont fermé, juste après le f'tour, la route aux environs du boulevard Souidani Boudjemaâ, principal axe routier de la ville.

Les manifestants ont utilisé des pneus en feu pour obstruer la voie, gênant considérablement la circulation. Ils protestaient contre les coupures d'eau qui, selon eux durent depuis presque une semaine. Les forces de l'ordre et des responsables locaux ont, après une longue discussion avec les manifestants, tenté de dissuader ces derniers et rentrer chez eux.

La situation est par la suite, revenue à la normale et la circulation a repris quelques heures plus tard.

Pour rappel, la ville de Guelma connaît, ces derniers jours, des perturbations dans la distribution d'eau potable, qui ont fortement perturbé le quotidien des habitants.

N. Guergour

TÉBESSA

14 individus arrêtés pour soutien à des groupes terroristes

Les services de la Sûreté de daïra d'El Ma Labiod (60 km au sud de Tébessa) ont arrêté, durant ces dernières 24 heures, 14 individus accusés de soutien moral et financier à des groupes terroristes, a indiqué jeudi une source policière.

L'interpellation de ces personnes parmi lesquelles figurent deux femmes est «consécutive à l'arrestation d'un terroriste lors d'une embuscade tendue par les forces de sécurité combinées dans la nuit de lundi à mardi derniers à Djebel Gabel Boudjellal, à El Ma Labiod», a précisé la même source qui a rappelé qu'un autre terroriste a été éliminé au cours de cette opération qui s'était soldée par la récupération d'un fusil d'assaut de type kalachnikov.

Ces individus seront présentés à la justice «après l'achèvement de l'enquête diligentée par les services de la police judiciaire de la daïra», a-t-on encore indiqué.

APS